

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

CEEAC : mission accomplie

APRÈS avoir pleinement et parfaitement rempli sa tâche à la tête de l'organisation sous-régionale, le chef de l'État a passé le témoin à son homologue congolais, Denis Sassou Nguesso, hier.

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

MISSION accomplie pour Ali Bongo Ondimba, peut-on pleinement affirmer à l'issue des travaux de la 18e Session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) tenue hier, à Libreville, sous la présidence du chef de l'État. Une rencontre de haut niveau ponctuée par la passation de charges de président en exercice de la CEEAC entre le numéro un gabonais et son homologue congolais Denis Sassou Nguesso. Le sentiment du devoir accompli est d'autant plus vivace et perceptible que le mandat d'Ali Bongo Ondimba à la tête de la CEEAC restera, à jamais, gravé du sceau de la réussite de la réforme institutionnelle de cette organisation sous-régionale. Une mission qui lui avait été confiée par ses pairs, en mai 2015, dans la capitale tchadienne. Et au terme de laquelle une nouvelle architecture institutionnelle et un nouveau cadre normatif ont été, entre autres, mis en place. Avec, à la clé, la ratification, par dix des onze États membres, du Traité révisé de la CEEAC entré en vigueur le 28 août dernier. Et l'érection d'une Commission.

"Au regard de notre forte adhésion à la réforme institutionnelle et à ses acquis, il nous est permis d'envisager des perspectives heureuses quant au processus de mise en œuvre de notre organisation régionale", a indiqué le chef de l'État.

Dans cette perspective, les dirigeants de la sous-région ont dégagé une parfaite unanimité lors des travaux de Li-

breville. Un esprit constructif et consensuel qui a prévalu lors de l'adoption du rapport du Conseil des ministres, de l'examen des moyens financiers devant être alloués à la Commission afin de lui permettre de remplir convenablement ses missions. Mais aussi des conditions d'emploi des personnels appelés à travailler au sein de la Commission, du plan stratégique à moyen terme 2021-2025 de la

Les dirigeants de la sous-région ont dégagé une parfaite unanimité lors des travaux de Libreville. Un esprit constructif et consensuel qui a prévalu lors de l'adoption du rapport du Conseil des ministres, de l'examen des moyens financiers devant être alloués à la Commission

Commission, de la situation politique en République centrafricaine. S'agissant tout particulièrement de ce dernier élément, les chefs d'État et de gouvernement ont décidé de la désignation d'un médiateur permanent dans la crise centrafricaine. Et du déploiement, par la Commission, "d'une mission d'observation électorale conséquente aux élections présidentielles et législatives du 27 décembre prochain". Bref, autant de points inscrits à l'ordre du jour et sur lesquels les chefs d'État et de gouvernement se sont prononcés d'une seule et même voix. "Nous avons comme toujours réussi à transcender nos particularismes, afin de concrétiser notre ambition

d'intégration régionale", s'est félicité Ali Bongo Ondimba. Pour autant, il a relevé la nécessité de bâtir cette communauté de destins avec "la pleine et totale adhésion ainsi que la participation des peuples d'Afrique centrale, singulièrement de la jeunesse". Ce d'autant plus que, a-t-il précisé, "les générations présentes et futures sont pour moi, le meilleur gage d'un investissement sûr et durable, d'où la nécessité de les impliquer fortement, en les mettant au cœur de la construction de l'intégration régionale".

D'où la nécessité, aux yeux du numéro un gabonais, de s'approprier les symboles (Journée de l'intégration, drapeau et devise) de l'organisation sous-régionale.

Sur ce, Ali Bongo Ondimba s'est dit "confiant en l'avenir de notre organisation communautaire, et en sa capacité à relever, avec l'appui de nos peuples, les défis multiformes auxquels nos États sont confrontés".



Photo: DR

Les chefs d'Etat et de délégations présents, hier, à Libreville.



@steveakher / L'union

pour Ali Bongo Ondimba

Accélérer le processus de rationalisation des CERs

J.K.M
Libreville/Gabon



Au-delà du processus de la réforme institutionnelle qu'il a piloté avec brio, le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a relevé la nécessité d'approfondir le processus de rationalisation des Communautés économiques régionales (CERs) dans la sous-région, en accélérant le "processus d'intégration de la Communauté économique et monétaire (Cémac) et de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CE-GPL) au sein de la CEEAC". Cette exhortation du numéro un gabonais est d'autant plus pertinente que, selon plusieurs experts, l'Afrique centrale se caractérise par une multitude d'organisations à vocation sous-régionale dont les attributions et le champ de compétences se chevauchent. Ce qui déteint très fortement sur leur efficacité et leur rendement. Avec, à la clé, certains retards perceptibles en matière d'intégration, de commerce intrarégional, de constructions d'infrastructures et une dispersion importante des moyens matériels, humains et financiers. D'où l'urgence d'arriver à une fu-



Photo: DR

sion des CERs. Conscients de cette réalité, les leaders de la sous-région ont affirmé, au cours du Sommet extraordinaire sur la paix et la sécurité tenu, le 30 novembre 2016, à Bangui (République centrafricaine), leur volonté commune de parvenir à une rationalisation des CERs en Afrique centrale. Difficile qu'il en soit autrement. Tant les enjeux, au regard de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA), supposent des CERs fortes, viables, dynamiques, performantes, à même

de remplir leurs missions. En relevant la nécessité d'accélérer le processus de rationalisation des CERs, Ali Bongo Ondimba s'élève à la hauteur des objectifs contenus dans l'Agenda 2063. Lequel vise, entre autres, à l'orée de 2063, de faire du continent, une zone intégrée sur le plan politique, économique et culturel. Une zone de prospérité et de paix en étant un acteur majeur des relations internationales. Toutes choses devant consacrer la Renaissance africaine.

D'autres défis à relever

LE nouveau président de la CEEAC qui a pris le flambeau hier, devra œuvrer pour faire aboutir des dossiers aussi bien relatifs aux institutions qu'à d'autres secteurs tels que l'économie, la sécurité, la santé et la protection de l'environnement.

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

QUAND le chantier est vaste, les ouvriers sont appelés à se relayer. C'est sans doute ce principe qui a toujours guidé les différents leaders de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) depuis sa création en octobre 1983. D'où la pratique de la présidence tournante entre chefs d'État de l'espace communautaire. C'est dans ce cadre que le président Ali Bongo Ondimba qui avait pris la tête de l'organisation

Le nouveau président en exercice de la CEEAC va faire face à plusieurs autres défis.

communautaire en 2015, à N'Djamena au Tchad, a passé, hier, le témoin à son homologue congolais, Denis Sassou Nguesso. Ce passage des charges intervient au terme d'une mission essentiellement marquée par la mise en place de la Commission de la CEEAC, en lieu et place du secrétariat général... Le nouveau président en exercice de la CEEAC va faire face à plusieurs autres défis. Tout d'abord la poursuite de la réforme institutionnelle, puisque le nouveau Traité de la CEEAC prévoit également des institutions telles que le Parlement de la Communauté, la Cour de Justice de la Communauté, la Cour des Comptes de la Communauté, etc. Tout comme, il est appelé à mettre en place des mécanismes qui devront permettre de relever deux défis majeurs dans la sous-région : la crise

économique et la crise sanitaire. Toute chose qui implique entre autres l'accélération de la diversification de l'économie; et le maintien de la tendance baissière des taux de contamination au Covid-19. À cela, il faudra ajouter la lutte contre le terrorisme. C'est-à-dire le rétablissement et le maintien de la paix dans la sous-région où certains pays font face, de façon directe, aux assauts criminels des groupes djihadistes. Le combat contre les changements climatiques ne sera pas en reste.



Photo: F.M. MOMBO/L'Union